

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE
CLOS LE 31 DECEMBRE 2025**



SARL au capital de 10 000 € inscrite
sur la liste nationale des commissaires aux comptes,
rattachée à la CRCC des Hauts-de-France

999, avenue de la République
59700 Marcq-en-Barœul
Tel : 03.20.82.10.94
contact@septentrionaudit.fr
www.septentrionaudit.fr

**Maison des jeunes et de la culture
de la Fabrique**

98 rue de Paris

59200 Tourcoing

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31/12/2025

Aux adhérents,

I. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **MJC Centre social La Fabrique** relatifs à l'exercice clos le **31/12/2025**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2025 à la date d'émission de notre rapport.

III. Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels au § « Règles et méthodes comptables ».

IV. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous avons apprécié le caractère raisonnable des estimations comptables retenues, la correcte prise en compte du principe de séparation des exercices en ce qui concerne les subventions, les adhésions, les participations, et les dettes arrêtées dans le cadre du plan de sauvegarde sur 10 ans adopté en 06/25.

Nous avons veillé, au titre de la première année d'application, au respect de l'application du nouveau règlement comptable, notamment au titre du reclassement des transferts de charges, des éléments exceptionnels, et des nouvelles informations devant figurer dans l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

V. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

VI. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

VII. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Marcq-en-Barœul, le 24/03/2026

SEPTENTRION AUDIT
I.DUPONT
Commissaire aux Comptes
Gérante Associée

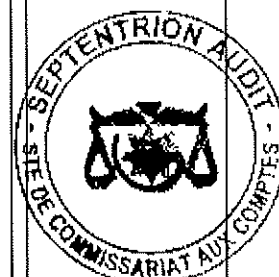


Bilan Actif

		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Règlement ANC 2022-06					
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	17 477	16 069	1 409	3 899
	Autres immobilisations incorporelles				
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	9 001	8 480	522	249
	Autres immobilisations corporelles	179 932	174 315	5 617	20 457
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
ACTIF CIRCULANT	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations				
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
	TOTAL (II)	206 410	198 863	7 547	24 605
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
COMPTES DE REGULARISATION	CREANCES (2)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	23 299	2 132	21 167	23 968
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	193 210	6 845	186 365	207 781
	Charges constatées d'avance	5 354		5 354	8 488
	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments financiers et jetons détenus				
	Disponibilités	211 517		211 517	86 656
	TOTAL (III)	433 379	8 977	424 402	326 893
	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Ecart de conversion et différences d'évaluation				
	Actif (VII)				
	TOTAL ACTIF (I à VII)	639 789	207 840	431 949	351 498

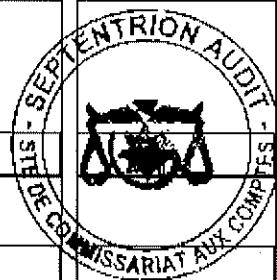
(1) dont immobilisations financières à moins d'un an

(2) dont créances à plus d'un an



Bilan Passif

		Règlement ANC 2022-06	31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise			
	Fonds propres statutaires			
	Fonds propres complémentaires			
	Fonds propres avec droit de reprise			
	Fonds propres statutaires			
	Fonds propres complémentaires			
	Ecart de réévaluation			
	Réserves			
	Réserves statutaires ou contractuelles			
	Réserves pour projet de l'entité			
	Autres			
	Report à nouveau		(104 022)	(148 149)
	Excédent ou déficit de l'exercice		61 128	44 127
	Total des fonds propres (situation nette)		(42 894)	(104 022)
	Fonds propres consommables			
	Subventions d'investissement		22 474	48 289
	Provisions réglementées			
	Total des autres fonds propres		22 474	48 289
	Total des fonds propres		(20 420)	(55 733)
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations			
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation			
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes			
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public			
	Total des fonds reportés et dédiés			
Provisions	Provisions pour risques			
	Provisions pour charges			
	Total des provisions			
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES			
	Emprunts obligataires convertibles			
	Autres emprunts obligataires			
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit		124 980	123 891
	Emprunts et dettes financières divers (2)			
	Instruments financiers à terme			
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
	DETTES D'EXPLOITATION			
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés		45 752	166 036
	Dettes des legs ou donations			
	Dettes fiscales et sociales		87 630	100 381
	DETTES DIVERSES			
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
	Autres dettes		158 008	16 923
	Produits constatés d'avance (1)		36 000	
	Total des dettes		452 370	407 231
	Ecart de conversion et différences d'évaluation - Passif			
	TOTAL PASSIF		431 949	351 498
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes		61 127,93	44 127,22
(1)	Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)		197 681	375 089
(2)	Dont emprunts participatifs			



Compte de Résultat

1/2

		31/12/2025	31/12/2024
Règlement ANC 2022-06			
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	6 440	6 360
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	405 070	612 902
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions	673 484	489 118
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	2 298	
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions		5 212
	Utilisations des fonds dédiés		
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Autres produits	4 637	239
Total des produits d'exploitation		1 091 929	1 113 831
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	265 677	347 540
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	14 344	13 974
	Salaires	558 966	483 559
	Cotisations sociales	158 424	127 819
	Dotation aux amortissements et dépréciations	23 595	34 493
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Autres charges	9 873	70 225
Total des charges d'exploitation		1 030 879	1 077 610
RESULTAT D'EXPLOITATION		61 050	36 221



Compte de Résultat

2/2

		Règlement ANC 2022-06	31/12/2025	31/12/2024
RESULTAT D'EXPLOITATION			61 050	36 221
PRODUITS FINANCIERS	De participation			
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé			
	Autres intérêts et produits assimilés		1 167	1 270
	Reprises sur dépréciations et provisions			
	Différences positives de change			
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie			
	Produits des immobilisations financières cédées			
Total des produits financiers			1 167	1 270
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			
	Intérêts et charges assimilées		1 089	295
	Différences négatives de change			
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées			
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie			
Total des charges financières			1 089	295
RESULTAT FINANCIER			78	975
RESULTAT COURANT avant impôts			61 128	37 196
	Produits exceptionnels			19 422
	Charges exceptionnelles			12 490
RESULTAT EXCEPTIONNEL				6 932
Participation des salariés aux résultats				
Impôts sur les bénéfices				
TOTAL DES PRODUITS			1 093 096	1 134 523
TOTAL DES CHARGES			1 031 968	1 090 395
EXCEDENT ou DEFICIT			61 128	44 127
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature			120 429	144 534
Prestations en nature			48 393	76 422
Bénévolat			168 821	220 956
TOTAL				
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature			120 429	144 534
Mise à disposition gratuite de biens				
Prestations			48 393	76 422
Personnel bénévole			168 821	220 956
TOTAL				



Informations générales

L'association a pour but la création, la gestion et l'animation de la Maison des Jeunes et de la Culture de la Fabrique. La Maison des Jeunes et de la Culture, constitue un élément essentiel de la vie sociale et culturelle d'un territoire de vie : pays, agglomération, ville, communauté de communes, commune, village, quartier...

Elle offre à la population, aux jeunes comme aux adultes, la possibilité de prendre conscience de leurs aptitudes, de développer leur personnalité et de se préparer à devenir les citoyens actifs et responsables d'une démocratie vivante. A cet effet, elle peut mettre à la disposition de la population, dans le cadre d'installations diverses, avec ou non le concours de directeurs MJC et d'animateurs, des activités socio-éducatives et culturelles variées : pratiques, intellectuelles, artistiques, sportives, sociales, etc.

La Maison des Jeunes et de la Culture de la Fabrique est ouverte à tous, à titre individuel. Les mouvements de jeunesse, d'éducation populaire, ainsi que les associations et les organisations y sont accueillis aux conditions précisées au règlement intérieur.

La Maison des Jeunes et de la Culture de la Fabrique est laïque, indépendante, quoique respectueuse des convictions personnelles. Elle s'interdit toute attache avec un parti ou une confession. La Maison des Jeunes et de la Culture de la Fabrique reçoit l'agrément de Centre Social par la CAF, agrément reconduit pour la période de 2021 à 2024.

Notre rôle sur le secteur : le projet se bâtit sur 5 axes

- Etre présent hors des murs
- Gouvernance partagée
- Vivre hors de l'école
- Créer du lien social
- Actions culturelles et culturelles alternatives

Nous animons notre secteur par le biais de ces actions : Animation Globale Secteur Petite Enfance et Enfance Jeunesse et prévention Adultes / Action culturelle Ecrivain public Animation collective familles Fabrique à News.

L'association s'appuie sur un large réseau de partenaires institutionnels, associatifs mais aussi d'artistes et d'équipements culturels. La Ville de Tourcoing met à la disposition de l'association gratuitement des locaux à Tourcoing pour lui permettre de réaliser ses actions.



Règles et Méthodes Comptables



Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **431 949** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **1 093 096** euros et un total **charges** de **1 031 968** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **61 128** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2025** et finit le **31/12/2025**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre (hormis application du règlement ANC n°2022-06, voir paragraphe ci-dessous) ;
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2022-06 de l'Autorité des Normes Comptables, homologué par arrêté du 26 décembre 2023 et publié au Journal officiel du 30 décembre 2023, applicable à compter des exercices ouverts au 01/01/2025, ainsi que du règlement ANC n°2023-03 entraînant modification de l'ANC n°2018-06, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif. La première application du règlement de l'ANC n°2022-06 constitue un changement de méthode comptable.

Les principaux impacts du changement de réglementation sont les suivants :

- Suppression des transferts de charges (poste 79) ;
- Nouvelle définition du résultat exceptionnel, désormais limité aux opérations directement liées à un événement majeur et inhabituel ;
- Réforme du contenu des annexes.

Aucun autre changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Règles et Méthodes Comptables



Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Type	Mode d'amortissement	Durée
Logiciels	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel industriel	Linéaire	2 à 5 ans
Matériel informatique et de bureau	Linéaire	1 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	2 à 10 ans

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Cotisations

Les cotisations ont été comptabilisées selon la méthode des encaissements.

Immobilisations

Règlement ANC 2022-06		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2025
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	17 477					17 477
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	17 477					17 477
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agencé aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	8 473		528			9 001
	Instal., agencement, aménagement divers	1 150					1 150
	Matériel de transport	2 340					2 340
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	173 432		3 010			176 442
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		185 395		3 538			188 933
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières						
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
TOTAL		202 873		3 538		206 410	



Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	13 579	2 490		16 069
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	13 579	2 490		16 069
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	8 224	255		8 480
	Autres instal., agencement, aménagement divers	1 150			1 150
	Matériel de transport	2 340			2 340
	Matériel de bureau, mobilier	152 975	17 850		170 825
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	164 689	18 105		182 794	
TOTAL		178 268	20 595		198 863



Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2025
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	<div> <div>Sur immobilisations</div> <div> { <ul style="list-style-type: none"> incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières </div> </div>				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers	2 132			2 132
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres	3 845	3 000		6 845
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	5 977	3 000		8 977
TOTAL GENERAL		5 977	3 000		8 977
Dont dotations et reprises { <ul style="list-style-type: none"> - d'exploitation - financières - exceptionnelles 			3 000		
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

1 an au plus



CREANCES		31/12/2025	1 an au plus	plus de 1 an
	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières			
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	23 299	23 299	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	589	589	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés	1 111	1 111	
	Divers	186 643	186 643	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	4 868	4 868	
	Charges constatées d'avance	5 354	5 354	
	TOTAL DES CREANCES	221 862	221 862	
	Prêts accordés en cours d'exercice			
	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
------------	--------------	-----------	---------------

DETTES		31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	124 980	12 498	49 992	62 490
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	45 752	45 752		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	46 982	46 982		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	40 373	40 373		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	275	275		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	158 008	15 801	63 203	79 004
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	36 000	36 000		
	TOTAL DES DETTES	452 370	197 681	113 195	141 494
	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice				
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

Détails des dettes

Suite à la clôture de la procédure de sauvegarde en 06/2025, la plupart des dettes ont été étalées sur un période de 10 ans dont notamment :

- Sur le poste Emprunt, on y retrouve :
 - 80 000 € liée au prêt par Nord Actif ;
 - 44 979,77 € liée au PGE.
- Sur le poste des autres dettes, on y retrouve :
 - 103 377,16 € liée à la dette auprès de la Fédération Régionale des MJC ;
 - 36 586 € liée à des dettes URSSAF ;
 - 11 355,61 € liée à des dettes Retraite auprès de MALAKOFF HUMANIS ;
 - 1 195,52 € liée à des dettes Prévoyance auprès de MALAKOFF HUMANIS ;
 - 639,55 € liée à des dettes auprès de la médecine du travail.



Produits à recevoir (avec détail)

	31/12/2025	31/12/2024	Variations %
Créances rattachées à des participations			
Autres immobilisations financières			
Autres créances clients			
Autres créances	589	2 490	(1 902) -76,37
TOTAL	589	2 490	(1 902) -76,37



Charges à payer (avec détail)

Règlement ANC 2022-06	31/12/2025	31/12/2024	Variations	%
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13 387	21 452	(8 065)	-37,59
Dettes fiscales et sociales	53 330	26 505	26 825	101,2
Dettes fournisseurs d'immobilisation				
Autres dettes		10 767	(10 767)	100,0
TOTAL	66 717	58 724	7 993	13,61



Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2025
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			5 354
LES 4 SAISONS DE LOZERE 2024-2026		3 564	
SAGE - 11/2025 > 11/2026		1 341	
LOCAM - 1T2026		288	
AMEN - 06/2025 > 06/2026		160	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			5 354



Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2025
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION Erasmus+		36 000	36 000
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			36 000



Variation des Fonds Propres

Règlement ANC 2022-06

	Fonds propres clôture 31/12/2024	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2025
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves					
Report à nouveau	(148 149)	44 127			(104 022)
Excédent ou déficit de l'exercice	44 127	(44 127)	61 128		61 128
Situation nette	(104 022)		61 128		(42 894)
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	48 289			25 815	22 474
Provisions réglementées					
TOTAL	(55 733)		61 128	25 815	(20 420)



Notes sur le compte de résultat

Ventilation des produits d'exploitation

Les produits d'exploitation de l'exercice se ventilent de la manière suivante :

Nature des produits d'exploitation	Montant	Taux
Cotisations	6 440	0,59 %
Ventes de prestations de service	405 070	37,10 %
Concours publics et subventions d'exploitation	673 484	61,68 %
Dons manuels	2 298	0,21 %
Autres produits	4 637	0,42 %
TOTAL	1 091 929	100 %

Ventilation des subventions

Nature des subventions	Montant	Taux
Ville	336 903	50,02 %
Etat	148 677	22,08 %
CAF	103 014	15,30 %
Département	61 979	9,20 %
QP Subvention d'investissement	13 315	1,98 %
Région	5 000	0,74 %
Aide services civiques	2 790	0,41 %
Aide emploi franc	1 806	0,27 %
TOTAL	673 484	100 %



Autres informations relatives au compte de résultat

Les postes de charges et produits composant le résultat de l'exercice figurent au compte de résultat des états financiers.

On pourra s'y reporter ainsi qu'à la plaquette financière annuelle, documents qui fournissent une information plus détaillée.

Notes sur le compte de résultat

Rémunération des dirigeants

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

Honoraires du Commissaire aux Comptes

Les honoraires du Commissaire aux Comptes s'élèvent pour l'année 2025 à 5 052 €.

Effectif au 31/12/2025

	Personnel salarié
Cadres	3
Non cadres	9
Apprentis	0
TOTAL	12

Contributions volontaires en nature

Les présents comptes reprennent les modalités d'inscriptions de contributions volontaires en nature aux comptes annuels des associations et fondations tel énoncé au niveau des méthodes comptables.

Les contributions volontaires en nature se décomposent de la manière suivante :

- Mise à disposition des locaux par la ville de Tourcoing : 120 428,67 €.
- Bénévolat : Valorisation du bénévolat au taux horaire de 18,86 € (SMIC Chargé) pour un nombre de 2 566 heures équivalent à une valorisation globale de 48 392,57 €



Engagement retraite

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

Le montant estimé des engagements pour l'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 12 385 euros. Il n'est pas provisionné dans les comptes de l'association.

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur :

- Convention collective des centres sociaux ;
- Les droits accumulés en fin de carrière : méthode rétrospective proratisée sur l'ancienneté ;
- Le départ volontaire ou à l'initiative du salarié ;
- L'âge de départ à la retraite : 62 ans ;
- Le taux de rotation du personnel : Moyen ;
- Le taux moyen d'augmentation des salaires : 1 % constant ;
- Le taux d'actualisation retenu : 3,96 % ;
- Le taux moyen des charges sociales : 50 % pour les cadres et 40 % pour les non cadres.

